



SIPPAREC
ÉNERGIES ET COMMUNICATIONS

COMITE DU 13 DECEMBRE 2018

YB

Annexe n° 2018-12-53
au procès-verbal

OBJET : Application du traité de concession et de la convention de partenariat avec EDF et Enedis : Fixation des montants attribués pour l'aide au paiement des factures d'électricité pour l'exercice 2019.

Le Comité,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n° 2013-1289 du 27 décembre 2013 relatif à l'authentification des chiffres des populations de métropole,

Vu le contrat de concession signé avec E.D.F. le 5 juillet 1994 pour le service public de la distribution d'énergie électrique sur le territoire du Syndicat et ses avenants 1 à 4,

Vu la convention de partenariat signée avec E.D.F. le 5 juillet 1994 et ses avenants 1 à 10, et notamment son article 14,

Vu la délibération n°98-79 du Comité du 16 décembre 1998 décidant la participation du syndicat aux conventions pauvreté précarité sous la forme de subventions aux CCAS des villes,

Vu la délibération n°2001-132 du Comité du 12 décembre 2001 précisant les modalités de répartition entre les villes de la somme affectée à l'aide au paiement des factures d'électricité,

Vu la délibération n°2017-12-104 du Comité du 07 décembre 2017 précisant les modalités de calcul pour la répartition entre les villes de la somme affectée à l'aide au paiement des factures d'électricité,

Considérant qu'il est prévu par la convention de partenariat que l'aide au paiement des factures (article 14.1.1.3) doit couvrir au moins 60% de la dépense du FSPEE,

Considérant que les données des demandeurs d'emploi longue durée ne sont plus publiées par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) depuis 2016,

Considérant les données du revenu moyen par habitant publiées par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE),

Vu le budget du syndicat,

Sur proposition du bureau,

A l'unanimité,

D E L I B E R E

- Article 1 :** Les montants plafonds prévus sont définis par le tableau annexé à la présente délibération, pour un montant total de 450 000€ réparti sur les 81 communes couvertes par la convention de partenariat du SIPPEREC. Ces montants sont indexés selon une formule prenant en compte la population municipale à 60% et l'inverse du revenu moyen par habitant multiplié par la population municipale à 40%, avec un minimum de subvention de 3 000 € par ville. Le calcul de la subvention sera arrondi à la centaine d'euros.
- Article 2 :** Les sommes seront mandatées, annuellement, directement aux villes ou aux CCAS des villes concernées au vu d'un état visé par l'ordonnateur et certifié par le comptable. Cet état récapitulera les aides attribuées par la ville ou par le CCAS pour la prise en charge totale ou partielle de factures d'électricité de clients démunis.
- Article 3 :** Les dépenses en résultant seront imputées sur le budget de l'exercice correspondant sous les rubriques suivantes : chapitre 65, article 657348 pour les communes et article 657362 pour les CCAS.

Certifié exécutoire, le présent acte, compte tenu :

- De son affichage
- De sa transmission en préfecture
- De sa notification à l'intéressé

SEANCE DU COMITE DU 13 DECEMBRE 2018

COMPETENCE ELECTRICITE

Délégués en exercice :	113	Présents	56
		Représentés	16
Délégués en exercice Représentant les adhérents à la compétence électricité	83		
Délégués présents représentant les adhérents à la compétence électricité	45		
Ayant donné pouvoir au titre de la compétence électricité :	10		
Votants au titre de la compétence électricité :	55		

L'an deux mille dix-huit, le 13 décembre à 10 heures 25, les membres du Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour les Energies et les Réseaux de Communication, régulièrement et individuellement convoqués par le Président le 7 décembre 2018, se sont réunis au nombre de 45 présents, 10 délégués ayant donné pouvoir et peuvent délibérer valablement conformément aux articles 10.1 et 19 des statuts approuvés par délibération du 17 octobre 2017 et aux articles L.2121-12, L.2121-20, L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'Espace Van Gogh situé 62 Quai de la Râpée à Paris 12ème, sous la présidence de Monsieur Jacques J.P. MARTIN.

Etaient présents au titre de la compétence « Electricité » :

M. FRANCESCHI (Alfortville), Mme LEMMET (Antony), M. BREUILLER (Arcueil), Mme BOUDJENAH (Bagneux), M. KHOKHAR (Bagnolet), Mme THOMASSIN (Bondy), M. DOUET (Bonneuil-sur-Marne), M. HAYAR (Bourg-la-Reine), M. BESNARD (Cachan), M. FAUTRE (Champigny-sur-Marne), M. BENOIT (Charenton-le-Pont), M. SEGAUD (Châtenay-Malabry), M. BOULAY (Châtillon), M. PHALIPPOU (Chevilly-Larue), M. DIGUET (Choisy-le-Roi), M. DUKAN (Créteil), M. AMARI (Drancy), M. ADAM (Dugny), M. GUNTZBURGER (Fontenay-aux-Roses), M. MERIOT (Gennevilliers), M. AGGOUNE (Gentilly), Mme SZABO (Issy-les-Moulineaux), M. DESLANDES (Les Lilas), M. SUJOL (Les Pavillons-sous-Bois), M. AUBERT (L'Haÿ-les-Roses), M. VACANT (L'Ile-Saint-Denis), M. BARNOYER (Maisons-Alfort), M. LE CHEQUER (Montreuil), M. MILLOTTE (Montrouge), M. MARTIN (Nogent-sur-Marne), Mme BONNISSEAU (Orly), M. SEGAL-SAUREL (Pantin), Mme CELESTIN (Romainville), M. BOYER (Rosny-sous-Bois), M. LEROY (Rungis), M. TINEL (Saint-Mandé), Mme CERF (Saint-Ouen-sur-Seine), Mme TESSIER-KERGOSIEN (Stains), M. RATTER (Valenton), M. VOISINE (Vanves), M. DUCELLIER (Villejuif), M. CALMEJANE (Villeneuve-la-Garenne), M. BORTOLAMEOLLI (Villeneuve-la-Garenne), M. BEGAT (Villiers-sur-Marne), M. RAMAEL (Vitry-sur-Seine).

Ont donné pouvoir au titre de la compétence « Electricité » :

Monsieur de PAOLI, délégué titulaire de Bobigny, donne pouvoir à Monsieur ADAM, délégué titulaire de Dugny,

Monsieur HILDBRAND, délégué titulaire de Bry-sur-Marne, donne pouvoir à Monsieur BEGAT, délégué titulaire de Villiers-sur-Marne,

Monsieur GUIMARD, délégué titulaire de Clamart, donne pouvoir à Monsieur BISSON, délégué titulaire de Chaville.

Madame BRUNET-DINE, déléguée titulaire de Fresnes, donne pouvoir à Monsieur BREUILLER, délégué titulaire d'Arcueil et Vice-Président,

Madame LATEB, déléguée titulaire du Kremlin-Bicêtre, donne pouvoir à Monsieur MARTIN, délégué titulaire de Nogent-sur-Marne et Président,

Madame DESCHIENS, déléguée titulaire de Levallois-Perret, donne pouvoir à Madame LEMMET, déléguée titulaire d'Antony,

Monsieur VINENT-GARO, délégué titulaire de Neuilly-sur-Seine, donne pouvoir à Madame SZABO, déléguée titulaire d'Issy-les-Moulineaux,

Monsieur GAHNASSIA, délégué titulaire de Puteaux et Vice-Président, donne pouvoir à Monsieur VOISINE, délégué titulaire de Vanves et Vice-Président,

Madame BERTRAND, déléguée titulaire de Saint-Maurice, donne pouvoir à Monsieur BENOIT, délégué titulaire de Charenton-le-Pont et Membre du Bureau,

Monsieur BENSOUSSAN, délégué titulaire de Vincennes, donne pouvoir à Monsieur TINEL, délégué titulaire de Saint-Mandé,

Les délégués présents et les délégués ayant donné pouvoir forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement conformément aux articles 10.1 et 19 des statuts et aux articles L.2121-20 et L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.